

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

**PRESTATIONS D'ASSAINISSEMENT POUR LE
CHU DE BESANCON ET SES ANNEXES**

MARCHÉ N°

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Procédure adaptée : article L. 2123-1 de l'ordonnance et articles R.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret suscité.

Maître d'Ouvrage

CHU de BESANCON
DPIMS - Département Travaux
3, Boulevard Fleming
25030 BESANCON Cedex
Tél : 03.81.21.80.77
Courriel : ntp@chu-besancon.fr

SOMMAIRE

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales	3
1-1- Objet du marché – lieux d'exécution	3
1-2- Décomposition en tranches et en lots	3
1-3- Procédure de passation du marché	3
1-4- Montant maximum annuel de commandes	3
Article 2 : Pièces constitutives du marché	3
Article 3 : Durée du marché	3
Article 4 : Prix.....	4
4-1- Caractéristiques des prix	4
4-2- Variation des prix du marché	4
Article 5 : Modalités d'exécution	4
Article 6 : Modalités de règlement des comptes.....	4
6-1- Présentation des demandes de paiements	4
6-2- Délai global de paiement.....	5
Article 7 : Délai d'exécution - Pénalités.....	5
7-1- Délai d'exécution des travaux	5
7-2- Pénalités pour retard.....	5
Article 8 : Force majeure	5
Article 9 : Confidentialité	5
Article 10 : Dérogations aux documents généraux.....	6

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales

1-1- Objet du marché – lieux d'exécution

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent des prestations d'assainissement pour le CHU de Besançon et ses annexes.

1-2- Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.
L'opération n'est pas allotie.

1-3- Procédure de passation du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à bons de commande.

1-4- Montant maximum annuel de commandes

Le montant total des commandes pour la durée totale du marché ne pourra dépasser 221 000 € HT.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Le règlement de consultation (RC) ;
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

Article 3 : Durée du marché

Le marché est établi pour une année à compter du 1^{er} janvier 2026.

Il pourra être reconduit 3 fois de suite. La durée totale du marché (reconduction comprise) ne pourra excéder quatre ans, soit au 31/12/2029

La reconduction se fera dans les conditions de l'article 16 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, l'établissement se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant l'échéance annuelle du marché.

Article 4 : Prix

4-1- Caractéristiques des prix

Les prestations objet du présent marché seront réglées par application des prix unitaires du bordereau de prix.

4-2- Variation des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du devis type d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,10 + 0,90 (TP10B_n / PT10B_0)$$

Où :

- TP10B_n – indice canalisations sans fourniture de tuyaux connu au mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
- TP10B₀ - indice canalisations sans fourniture de tuyaux connu au mois zéro.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Les indices de référence sont ceux publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE.

Article 5 : Modalités d'exécution

Le déclenchement des prestations se fera à la survenance des besoins, par bons de commande émis par l'établissement après acceptation du devis selon les modalités décrites dans le CCTP.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché.

Le délai d'exécution de chaque commande et la date à partir de laquelle est compté ce délai, sont fixés dans chacun des bons de commande.

Article 6 : Modalités de règlement des comptes

6-1- Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement devront être déposées sur CHORUS :

Etablissement	Siret	Code service	Libellé service
CHU de Besançon	262 501 760 00264	Travaux	DPIMS - Département travaux et Sécurité

6-2- Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 50 jours.

Article 7 : Délai d'exécution - Pénalités

7-1- Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est déterminé sur chaque bon de commande.

7-2- Pénalités pour retard

En cas de non-respect des délais fixés, une pénalité hors TVA non révisable d'un montant de 50 € par jour de retard constaté sera appliquée.

Article 8 : Force majeure

Si une partie (la « partie affectée ») est empêchée ou retardée dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations aux termes du présent contrat (autre qu'une obligation de paiement) par un cas de force majeure ou fortuit, communément accepté par la jurisprudence, les obligations de la partie affectée seront suspendues tant que le cas de force majeure durera et dans la limite où elle sera empêchée ou retardée.

Dans l'hypothèse d'un cas de force majeure, la partie affectée informera l'autre partie par écrit des raisons l'empêchant de s'acquitter de ses obligations et des mesures qu'il entend adopter afin de pallier dans la mesure du possible cette force majeure et d'en limiter les effets.

La partie affectée informera l'autre partie de la cessation de la force majeure et reprendra l'exécution de ses obligations aux termes des présentes.

Si le cas de force majeure dure plus d'un (1) mois à compter du jour où le cas de force majeure est apparu et notifié, l'autre partie pourra résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit d'au moins quinze (15) jours ouvrés à l'autre partie et ce sans aucune indemnité.

Article 9 : Confidentialité

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent Marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par cette dernière ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués par elle, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Maîtrise d'ouvrage.

La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique, relatifs à l'activité de la Maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une

manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

Article 10 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations apportées aux documents et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP :

- Dérogation de l'article 41.1 à 41.3 du CCAG, résultant de l'article 6-1 du présent CCAP.

Dressé par l'ingénieur maintenance le 27/10/2025